



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Elections fédérales 2011 4

Contrat avec le peuple : l'UDC tient ses promesses.



Immigration 8

La Suisse perd le contrôle de son immigration.



Franc fort 10

Renforcer l'économie suisse pour préserver les emplois.



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

Contrat avec le peuple : bien plus qu'une promesse électorale !

Lors de l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse du 27 août 2011 au Théâtre 11 à Zurich Oerlikon, plus de 200 candidates et candidats au Conseil national et au Conseil des Etats ont paraphé le contrat avec le peuple suisse. Un contrat qui précise les principaux engagements des représentants de l'UDC au cours de la prochaine législature. Découvrez le détail en page 4.

Contrat avec le peuple

Ayant la ferme volonté de nous battre de toutes nos forces pour la Suisse, sachant que la liberté exige un engagement quotidien, convaincus que nous ne renforcerons les faibles que si nous n'affaiblissons pas les forts, nous nous engageons pour les principes suivants:

- nous ne voulons pas adhérer à l'Union européenne.
- nous voulons stopper l'immigration de masse.
- nous voulons renvoyer les étrangers criminels.

Voilà les engagements que prennent les représentantes et les représentants de l'UDC face à leurs électrices et électeurs.

Fait au mois d'août 2011

Au nom des candidates et des candidats UDC au Conseil national et au Conseil des Etats

Toni Brunner,
Président du parti

Caspar Baader,
Président du groupe parlementaire



Avez-vous des questions sur les élections fédérales ?

Dès le 12 septembre, une hotline gratuite sera là exprès pour vous au numéro 0800 002 4444 !



Tous à Berne le 10 septembre !

Le 23 octobre est le jour fixé pour le renouvellement du Parlement. Si l'Union démocratique du centre gagne ces élections, nous avons de bonnes chances de renforcer nos positions au Parlement ainsi qu'au Conseil fédéral. Si l'Union démocratique du centre est renforcée, c'est la Suisse qui se trouve renforcée. C'est pourquoi il faut bien plus d'UDC au Palais fédéral ! Il est à craindre que la pression de l'étranger sur la Suisse va encore augmenter durant la prochaine législature, que le zèle des politiciens suisses pour se rapprocher de l'UE ne diminuera pas, et que l'Etat continuera à enfler de manière irresponsable. C'est pourquoi l'UDC est indispensable pour faire contrepoids, et c'est là notre ambition : lutter contre ces évolutions malsaines et toutes leurs conséquences et nous engager avec fierté et assurance pour des solutions indépendantes.

Si l'UDC devait perdre les élections cet automne, le Parlement, sans aucun doute, pencherait encore davantage à gauche et l'on trouverait certainement toutes sortes de raisons pour empêcher notre parti de récupérer le deuxième siège qui lui revient au Conseil fédéral.

C'est pourquoi la votation à venir est, pour nous, la plus importante de cette législature. Aucune autre votation que les élections fédérales ne permet aux électeurs d'avoir davantage d'influence. A cette occasion, ceux qui se contentent de nous soutenir verbalement lors des discussions autour d'une table mais ne se rendent

ensuite pas aux urnes pour donner leur voix à l'UDC ne nous servent à rien. L'attitude – très répandue – d'être blasé ou indifférent à la politique est mauvaise conseillère. Il faut aujourd'hui nous battre auprès de la population pour chaque voix, en montrant la plus-value que l'on obtiendra en votant UDC. L'UDC est le fer de lance de celles et ceux qui montent aux barricades pour défendre les valeurs de notre pays, qui se lèvent chaque matin, s'engagent pour leur famille, pour leur travail et pour la société et fournissent ainsi leur contribution à une Suisse prospère. Celui qui travaille et fournit une prestation doit aussi obtenir une récompense et participer au bien-être général. Il ne faut pas que l'Etat mette les bâtons dans les roues et place sous tutelle les jeunes générations, qui consomment et investissent. Les personnes plus âgées qui ont, toute leur vie, apporté leur contribution à notre pays, doivent pouvoir bénéficier durant leur vieillesse d'une sécurité qu'elles ont gagnée à la sueur de leur front et vivre cette période dans la joie et la sérénité.

En raison de ses succès croissants et du fait qu'elle se renforce en permanence, l'UDC est confrontée à beaucoup de jalousie et d'envie de la part des autres partis et de la quasi-totalité des médias et commentateurs. Nous devons nous préparer à une grosse vague de tirades haineuses et d'imprécations contre l'UDC durant les prochaines semaines. Mais ce qui a toujours fait notre force, c'est de combattre unis face aux perdants, aux envieux et aux europhiles à tout prix. Chaque attaque nous rend ainsi plus forts !

Appel – toutes et tous sur la place Fédérale !

Pour donner un signe clair de la force et de l'unité de notre UDC, nous allons tous nous retrouver sur la place Fédérale à Berne pour une belle et joyeuse fête de famille. Partie centrale de la fête, nous entendrons les discours de notre conseiller fédéral Ueli Maurer ainsi que de notre ancien conseiller fédéral Christoph Blocher.

Nous voulons ainsi montrer que l'UDC s'engage pour les acquis et les valeurs de notre Confédération et qu'elle est prête à continuer à combattre pour un avenir dans la sécurité et la liberté. Je vous invite donc toutes et tous très chaleureusement à notre fête de famille sur la place Fédérale.

Selon les vœux de la ville de Berne, notre fête débutera samedi 10 septembre 2011 dès 13 heures. Le directeur de la sécurité de la ville de Berne nous a garanti la sécurité pour cette journée et je me réjouis d'ores et déjà de cette fête magnifique, haute en couleurs et conforme à nos traditions.

De la musique folklorique de toute la Suisse, des cors des Alpes, des lanceurs de drapeaux, la société de musique de Landiswil ainsi que Seppli et Florian, bien connus à la télévision, rendront cette journée inoubliable.

En route pour Berne – vivons la liberté d'expression et de rassemblement !
Vive l'UDC !

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

Grand écran : l'UDC explore de nouveaux canaux de communication



L'UDC Suisse a présenté le 12 août 2011, à l'occasion de la première dans un cinéma à Schaffhouse, son nouveau spot ciné. Le spot, produit de manière professionnelle, se déroule au bord d'un lac, dans un établissement balnéaire. Le message est clair : il faut défendre de vraies valeurs, donc notre Suisse, car c'est la seule manière d'atteindre le succès. Ce spot peut actuellement être vu en trois langues, dans de nombreux cinémas. Le scénario : une belle journée d'été. Tout le monde profite du soleil et de la baignade. Une femme surgit de l'eau fraîche. Un homme en jeans et portant un sac de plage arrive sur les lieux, avançant sur le ponton de bois en toute décontraction. Outre la femme qui vient de sortir de l'eau, deux autres ont remarqué le beau gosse et le scrutent avec intérêt. L'homme se cherche une place et commence à s'installer, sous le regard attentif des baigneuses. Puis sort son linge de bain. Il l'étend nonchalamment sur le gazon. Et le charme est rompu ...



L'UDC Suisse a distribué des invitations à la première du spot cinéma dont environ 80 personnes ont pu profiter. L'ambiance était à la fête, tout le monde était impatient de voir le résultat. Les applaudissements nourris après la projection ont prouvé son succès.

Visionnez le spot complet de l'UDC en cliquant sur le lien suivant : www.svp.ch



4 Elections fédérales 2011 : l'UDC est lancée !

Contrat avec le peuple: plus qu'une promesse électorale

Le « contrat avec le peuple » a été renouvelé le 27 août au Theater 11 de Zürich-Oerlikon. Franc-parler a interrogé Christoph Mörgeli afin de savoir ce que contient le contrat avec le peuple et pourquoi il est nécessaire.



Interview du conseiller national
Christoph Mörgeli, Stäfa (ZH)

Franc-parler: Monsieur Mörgeli, à fin août, l'UDC a renouvelé son « contrat avec le peuple ». Que contient exactement ce contrat ?

Christoph Mörgeli : Le contrat avec le peuple définit les objectifs principaux que les représentants de l'UDC vont suivre durant la législature à venir. Dans le cas concret, il s'agit de trois garanties qui sont stipulées dans ce contrat. Premièrement, l'UDC ne veut pas adhérer à l'Union européenne et va continuer à s'engager de toutes ses forces pour que la Suisse reste un Etat indépendant en dehors de l'UE. La demande réitérée de l'UDC pour que la Suisse finisse par retirer sa demande d'adhésion ne trouve malheureusement aucun écho en dehors de l'UDC, bien que les défauts de l'UE soient mis en évidence aujourd'hui comme jamais cela ne fut le cas auparavant. Deuxièmement, nous voulons stopper l'immigration de masse. L'immigration de masse illimitée, telle que nous l'avons connue dans la période la plus récente, cause de nombreux problèmes. Troisièmement, nous exigeons le renvoi systématique des criminels étrangers. Les électeurs suisses se sont clairement exprimés en faveur du renvoi des étrangers qui ne se conduisent pas conformément à no-

tre ordre social. Le fait que l'on essaie maintenant de diluer l'initiative sur le renvoi jusqu'à la rendre méconnaissable est une preuve d'incompétence et est indigne de la démocratie directe.

Franc-parler: Pourquoi a-t-on choisi justement ces trois thèmes de focalisation ?

Christoph Mörgeli : Parce que ces trois thèmes sont d'une immense importance pour l'avenir de la Suisse et pour le bien-être de notre population. L'adhésion à l'UE serait un désastre pour notre pays. Pas seulement sur le plan financier ; une adhésion serait aussi incompatible avec notre démocratie directe et entraînerait de telles pertes de souveraineté et de telles limitations de nos droits à la liberté que personne, s'il est doté d'une once de bon sens, ne peut dire oui à un tel projet. Bien sûr que la Suisse, du point de vue de l'UE, serait un membre hautement bienvenu, sur lequel elle pourrait largement compter, et qui n'aurait cependant pratiquement pas voix au chapitre.

Le deuxième thème, l'immigration de masse, est aussi extrêmement problématique. Si l'on considère que la sur-

Contrat avec l

Ayant la ferme volonté de nous battre de toutes nos forces pour la liberté, sachant que la liberté exige un engagement quotidien, nous nous engageons pour les principes suivants :

- nous ne voulons pas adhérer à l'Union européenne.
- nous voulons stopper l'immigration de masse.
- nous voulons renvoyer les étrangers criminels.

Voilà les engagements que prennent les représentantes et les représentants de l'UDC face à leurs électrices et électeurs.

Au nom des candidates et des candidats UDC au Conseil fédéral :

Toni Brunner,
Président du parti

Caspar Baader,
Président du groupe parlementaire



face habitable de notre pays, par nature petit, n'est que de 7 %, il faut bien constater que la Suisse ne peut pas supporter sur la durée une immigration illimitée. Partout, les conséquences de cette immigration sont bien visibles et se font lourdement sentir.

Les loyers et les prix de l'immobilier grimpent à des niveaux inimaginables, les trains sont bondés, les embouteillages sur nos autoroutes sont programmés et la pression sur notre système social ne cesse de s'accroître. Si nous ne réagissons pas maintenant, nous mettons gravement en danger le niveau de vie dans notre pays, tout comme la capacité concurrentielle de notre économie.

Finalement, le renvoi des criminels étrangers est une exigence qui reste sur l'estomac d'une majorité de Suis-

cesse de croître, il est grand temps que la politique réagisse. C'est pourquoi nous n'accepterons pas non plus que l'on essaie maintenant de mettre en application une variante édulcorée de l'initiative sur le renvoi, variante qui correspond davantage au contre-projet inutilisable qu'à l'initiative acceptée par le peuple.

Franç-parler: Mais alors pourquoi un contrat avec le peuple est-il nécessaire ?

Christoph Mörgeli : Le fait que nous passions avec nos électeurs un accord qui nous engage – le contrat avec le peuple – signifie que nous leur donnons la certitude que nous allons vraiment nous engager de façon cohérente en faveur des objectifs convenus contractuellement. Les autres partis ont tendance à promettre monts et merveilles aux électeurs avant les élections. Mais à peine celles-ci sont-elles passées qu'ils suivent à nouveau leurs propres objectifs égoïstes. L'UDC agit différemment, et pour continuer à stimuler et renforcer notre politique fiable et rectiligne, nous concluons un contrat avec le peuple. Le contrat avec le peuple est bien plus qu'une promesse électorale. Il définit en toute transparence, d'une manière claire et nette, les idéaux politiques pour lesquels l'UDC s'engage. Et si nous aussi nous commençons à poursuivre d'autres objectifs, les électeurs pourraient alors rappeler le parti à l'ordre sur la base de ses obligations contractuelles. Mais cela ne sera certainement pas nécessaire !

Franç-parler: Comment voyez-vous les perspectives de succès de l'UDC aux élections ?

Christoph Mörgeli : Je suis toujours très prudent en ce qui concerne les prévisions, car il ne s'agit là que de suppositions et d'estimations qui reposent



sur des bases hypothétiques. C'est pourquoi la valeur de telles estimations est limitée, comme nous l'avons vu, par exemple, avant l'initiative sur les minarets. Mais je suis certain que de nombreux électeurs en ont assez des promesses vides de sens et des lignes politiques en zigzag. La politique des partis du centre, fondée sur la direction d'où souffle momentanément le vent, a fait long feu. Aujourd'hui, ce sont à nouveau les valeurs traditionnelles suisses qui ont le vent en poupe. L'UDC est le seul parti qui s'engage régulièrement depuis des années pour le maintien et le renforcement de ces valeurs. Moins nous pensons à nous-mêmes, plus les électeurs pensent à nous. Et une fois encore, il faut relever le fait que la quasi-totalité des médias, de la télévision publique à la radio et jusqu'aux quotidiens forment un large front et vont faire tout ce qui est dans leurs moyens pour affaiblir l'UDC et la noircir, dans tous les domaines. C'est pourquoi il est essentiel que les électrices et électeurs de l'UDC se rendent nombreux aux urnes durant le week-end électoral des 22 et 23 octobre et donnent leur voix au parti qui, après les élections, se souviendra de ses promesses ; et celles-ci sont clairement définies dans un contrat.

e peuple

ances pour la Suisse,

nous n'affaiblissons pas les forts,

et les représentants de l'UDC

Fait au mois d'août 2011

il national et au Conseil des Etats

lementaire



ses, comme l'a montré le résultat très clair des votations. Le pourcentage des détenus étrangers dans nos prisons parle de lui-même : 71,6% des détenus sont des étrangers. Si nous ne pouvons plus marcher dans nos rues le soir ou la nuit et que la criminalité ne

NON au droit de vote et d'éligibilité des étrangers dans le canton de Vaud



Michaël Buffat, député

Le 4 septembre, les Vaudois sont appelés aux urnes afin de se prononcer sur l'initiative « Vivre et voter ici ». Cette initiative a pour but d'accorder non seulement le droit de vote, mais aussi le droit d'éligibilité aux personnes de nationalité étrangère sur le plan cantonal. Cette initiative a été lancée par les partis de gauche en mal d'électeurs. En effet, le droit de vote accordé en 2003 aux étrangers sur le plan communal s'est traduit par un renforcement de la gauche dans les principales villes du canton. Derrière ses grands slogans d'ouverture et d'intégration, la gauche vaudoise cherche simplement à s'assurer la majorité dans notre canton. Elle verrouille également ses deux sièges dans la représentation vaudoise au Conseil des Etats, élection également concernée par cette initiative.

Au-delà des aspects électoralistes de la gauche, cette initiative pose un certain nombre de problèmes. Etre ou devenir Suisse donne des droits, mais également des devoirs comme par exemple l'obligation de servir au sein de l'armée. Cette initiative donnerait des droits aux étrangers et laisserait les contraintes aux Suisses.

Il faut savoir que sur les 85 000 personnes étrangères qui pourraient voter en cas d'acceptation le 4 septembre, plus de 75 000 rempliraient les critères pour obtenir la nationalité helvétique. Pourquoi donner des droits à des per-

sonnes ne voulant manifestement pas devenir suisses ?

Ces personnes pourraient toujours garder leur nationalité d'origine car la Suisse, comme la plupart des pays d'origine des étrangers concernés, accepte le principe de double nationalité.

Si le fait de donner des droits au niveau communal peut être compréhensible, il en va tout autrement au niveau cantonal. Les communes réglementent la vie quotidienne. Il en est autrement des cantons et de la Confédération, structures étatiques, qui font les lois.

Alors que la gauche veut que les étrangers votent pour pouvoir s'intégrer, nous disons simplement que pour que la personne étrangère s'intègre, elle doit démontrer son attachement à notre pays en demandant sa naturalisation. Ensuite, elle deviendra un ou une citoyen/ne suisse et, corollaire, elle pourra voter et se faire élire.

Actuellement aucun canton suisse n'accorde de tels droits et il serait regrettable que notre canton ouvre la brèche. Les Vaudois doivent absolument déposer un non dans l'urne afin de stopper net cette politique.

Ne sacrifions pas la nationalité suisse !



NON au droit de vote et d'éligibilité des étrangers au niveau cantonal

le 4 septembre 2011

www.udc-vaud.ch/voteetrangers



Votez NON à la LEO et OUI à Ecole 2010

Voici comment voter :

a) Initiative populaire :

Acceptez-vous l'initiative populaire
« **Ecole 2010 : Sauver l'école** » ?

Oui



Non



b) Contre-projet LEO :

Acceptez-vous la nouvelle loi sur
l'enseignement obligatoire ?

Oui



Non



c) Question subsidiaire :

Si le peuple répond OUI aux deux projets :

Est-ce l'initiative populaire ou le contre-projet qui doit entrer en vigueur ?

Initiative



Contre-projet



Ma maison - notre Suisse
www.udc-vaud.ch

8 Immigration massive

L'anarchie dans la politique d'asile et des étrangers ?

Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que les journaux ne rapportent des absurdités dans la politique d'asile et des étrangers. La pratique actuelle de la politique d'asile et des étrangers ressemble à une anarchie édictée par l'Etat. Chacun peut s'octroyer tous les droits, avec la bénédiction de l'Etat.



Conseiller national Jean-Pierre Grin,
Pomy (VD)

L'Etat suisse n'a plus le moindre contrôle sur l'immigration, sur l'octroi de l'asile et sur la libre circulation des personnes. Et le pire de tout cela,

c'est que cette attitude inadmissible est voulue par Berne et régulièrement soutenue et suivie par la classe politique. Les droits des émigrés vis-à-vis de l'Etat suisse ne font qu'augmenter jour après jour : vivre gratuitement aux dépens de l'Etat hôte, regroupement familial illimité, cours et conseils gratuits, refus d'intégration, mais aussi comportements criminels, deviennent la norme ou sont même considérés comme un droit personnel. L'Etat suisse et la classe politique donnent de plus en plus aux immigrés et aux demandeurs d'asile l'impression qu'en Suisse tout est permis et reste sans conséquences.

Il n'est donc pas surprenant que l'on voie s'accumuler les rapports des mé-

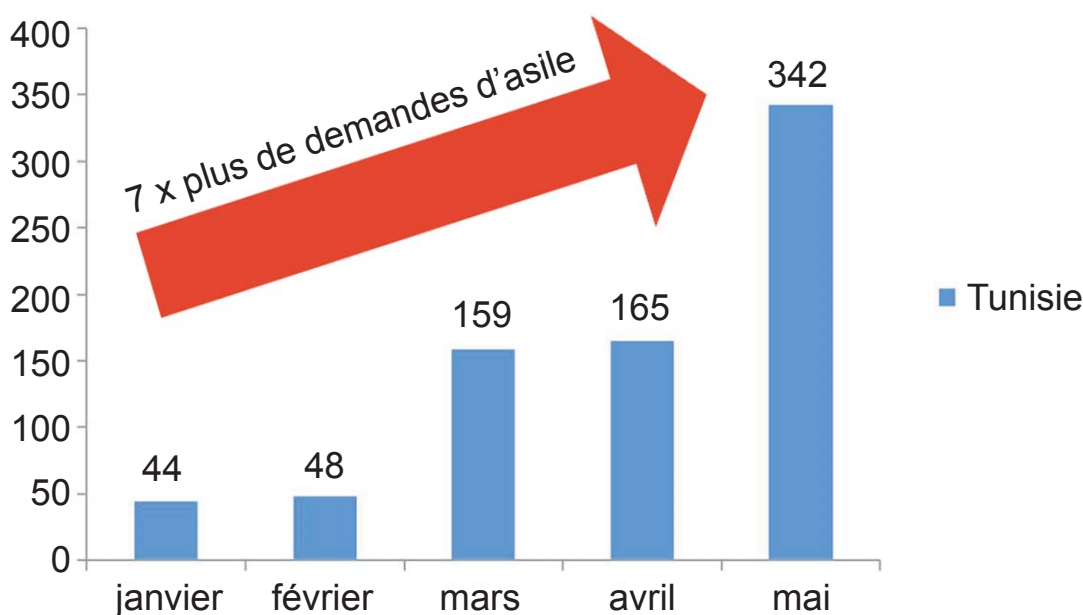
dias concernant les étrangers criminels, les abus de l'asile, l'immigration de masse et la pression sur le marché suisse du travail et du logement. Les exemples mentionnés à la page suivante ne sont que la pointe de l'iceberg. Les statistiques montrent sans ambiguïté qu'il ne s'agit pas là de cas isolés : la part des étrangers adultes parmi les condamnés est de 52,6% et les prisons débordent de criminels étrangers, qui représentent 71,6% de leur population ! Les demandes d'asile

l'on résilie pour cela le bail des locataires suisses. Et nous en sont-ils reconnaissants ? Pas du tout ! Ils font de la provocation, chapardent, agressent des retraités, incendient des cellules et abattent des moutons dans des prairies ouvertes ! Et cela sans véritables conséquences pour les malfrats.

Il semble que certains puissent tout se permettre en Suisse. Moins une personne est intégrée et enracinée, plus elle peut exiger de l'Etat, et aussi l'obtenir ! Le fait qu'à Pfäffikon ZH, un

Albanais du Kosovo ait récemment assassiné, en plus de son épouse, également une conseillère sociale, sous prétexte qu'elle ne voulait pas lui donner assez d'argent, en est un exemple frappant. Les prétentions, le droit de tout

Les demandes d'asile de la Tunisie 2011



déposées par des personnes qui ne répondent pas aux critères des réfugiés ne font aussi qu'augmenter. Ainsi, les demandes des Tunisiens, dont on sait qu'ils ne sont pas en danger, mais qu'ils sont simplement à la recherche d'un meilleur niveau de vie, ont vu leur nombre se multiplier par sept environ depuis le début de l'année. Au lieu de les renvoyer sans tarder, on les admet et on les héberge dans des logements loués fort chers, et il n'est pas rare que

pouvoir faire et la conviction que tout leur est dû sont une évidence pour de nombreux étrangers.

Nous ne devons plus accepter cela ! Il est temps de mettre en application, dans la politique d'asile et des étrangers, ce que le peuple et l'UDC exigent depuis longtemps : le renvoi des étrangers criminels et des personnes qui abusent de l'asile doit être exécuté sans délai et sans exception, l'intégration est une condition pour l'établissement ;

les programmes de vacances gratuites sont à proscrire, l'aide sociale et le regroupement familial des étrangers doivent être limités, il faut reprendre le contrôle de l'immigration.

A cet effet, il faut d'une part, sans délai et mot pour mot, mettre en application l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels qui a été acceptée par le peuple. A défaut, l'UDC sera contrainte de lancer une nouvelle initiative pour l'application de l'initiative sur le renvoi. D'autre part, il faut mettre un verrou à l'immigration incontrôlée au moyen de l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse». En outre, l'UDC agit aussi par la voie parlementaire contre ces situations inacceptables dans les domaines de l'asile et des étrangers et va déposer de nouvelles motions à ce sujet durant la session d'automne.

La Suisse doit reprendre sa souveraineté en matière de politique de l'immigration et de la sécurité de sa population; le temps des anarchistes de la politique des étrangers n'a que trop duré!



Des requérants volent un mouton pour le manger

Des requérants d'asile ont tué un mouton pour s'en repaître, dans le canton de Zurich. Les faits se sont déroulés en mai.

Des requérants ont volé un mouton à Kollbrunn (ZH) avant de le tuer pour le manger. L'affaire a été découverte lors d'un contrôle des chambres du centre: la viande de l'animal se trouvait dans un frigo.

20 Minutes Online – 22 juin 2011



Familles virées pour placer des requérants

La famille Chiller, de Pfäffikon (ZH), a été priée par la commune de quitter son appartement. Pour qu'on puisse y loger des requérants d'asile.

La famille Chiller habite depuis dix ans à la Frohwiesestrasse 6, dans un immeuble qui appartient à la commune de Pfäffikon (ZH). En octobre dernier, elle a reçu son congé, en même temps qu'une famille du Kosovo, qui habite dans la même maison. «Je comprends que la commune doive remplir ses obligations en matière

Un cambrioleur s'endort dans un garage

Un requérant d'asile tunisien s'est endormi dans un garage à Aarburg, en Argovie, où il s'était introduit illégalement.

20 Minutes Online – 21 juillet 2011

10 Redynamiser l'économie suisse

Renforcer l'économie suisse pour sauver des places de travail

Au vu des récents événements liés au taux de change, de nombreuses entreprises se trouvent face à un dilemme: soit elles décident d'externaliser leur production et d'émigrer vers des pays à bas salaires soit elles persèverent encore en Suisse, du moins pour le moment.



Conseiller national Peter Spuhler,
Bussnang (TG)

Dans mon entreprise Stadler Rail à Bussnang, dans le canton de Thurgovie, la situation est la suivante: deux tiers de nos 4000 collaborateurs travaillent en Suisse et nous exportons deux tiers des produits suisses vers l'étranger. A cause de la faiblesse de l'euro, le prix de nos produits a augmenté d'un tiers sur une période d'une année. Ceci montre à quel point la situation est difficile à l'étranger. On ne parle même pas de la situation en Suisse. Dans les faits, nos chances ne sont pas meilleures dans le cadre d'appels d'offres lancés en Suisse. Prenons l'exemple de Bâle-Ville. La société de transport en commun Basler Verkehrsbetriebe BVB veut faire l'acquisition de nouveaux trams et a donc ouvert une procédure de marché public. Stadler Rail ainsi que des concurrents étrangers ont soumis une offre. Parce que celles-ci produisent les trams à l'étranger et ne réalisent aucune création de valeur en Suisse, leurs prix sont bien plus avantageux. Nous sommes mis sous pression non seulement à l'exportation mais même dans notre propre pays. Que faire?

Au niveau microéconomique, dans l'entreprise, on peut agir sur les coûts et sur l'innovation. En d'autres termes, on peut développer de nouveaux

produits, que les clients sont aussi disposés à payer plus cher. Or cela ne suffit pas. Pour empêcher l'émigration de nombreuses entreprises, il convient d'optimiser au plus vite et durablement l'attrait du site de production.

Si nous restons passifs, les conséquences seront non seulement risquées mais pourront aussi s'avérer ruineuses. Ceci vaut même pour les entreprises solides avec une bonne capacité de résistance. Elles peuvent certes tenir plus longtemps mais, même dans ces entreprises, les réserves finiront par s'épuiser. Une fois que ce sera le cas,

«La suppression des charges administratives et bureaucratiques ainsi qu'une dérégulation générale doivent être entreprises rapidement.»

il sera inéluctable de rechercher des sites alternatifs, et ce, malgré les séduisants avantages de la place suisse. On peut notamment citer:

- qualité de vie élevée
 - personnel bien formé
 - plurilinguisme
 - bonnes liaisons de transports publics
 - faibles taux d'intérêts
 - environnement politique stable
- La corruption et le copinage sont eux aussi, fort heureu-

sement, largement moins répandus qu'ailleurs.

Malgré ces avantages, les autorités politiques ont ces dernières années aussi commis de nombreux «péchés» et posé de nombreux obstacles bureaucratiques. Elles aspirent de plus en plus d'argent de la poche des citoyens mais font perdre du temps et coûtent donc beaucoup d'argent. Et par-dessus le marché, on est mis sous tutelle. Il est temps que cela cesse. Nous devons reconquérir notre marge de manœuvre entrepreneuriale et renforcer à nouveau la responsabilité individuelle.

La charge fiscale n'est elle pas non plus et de loin aussi attrayante que ce que l'on s'efforce constamment de nous faire croire. De nombreux pays se sont améliorés à ce sujet, alors qu'en Suisse, on a pris la direction opposée. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, un pays pauvre en matières premières comme la Suisse ne peut plus se permettre ce désavantage concurrentiel important plus longtemps.

MONATS-HIT



Canon
Digital Ixus 120 IS



auch in blau oder schwarz erhältlich.

Nur 239.- CHF
(inkl. Zubehör)

fotovideoplus.ch ebikon Tel. 041 442 06 16

En clair: nous devons replacer les conditions cadres de nos entreprises au cœur des priorités. A défaut, celles-ci émigrent et on assiste à une désindustrialisation de la Suisse.

Les conséquences d'une telle évolution seraient dévastatrices. Si l'on supprime des postes de travail, le taux de chômage augmente, la consommation baisse et les recettes fiscales diminuent. Ceci entraîne automatiquement une augmentation des impôts pour tous.

Le Conseil fédéral a décidé de débloquer deux milliards pour soutenir l'économie d'exportation suisse. Du point de vue de l'UDC, ces deux milliards ne sont rien de plus qu'une goutte d'eau sur une pierre brûlante. L'industrie suisse exporte annuellement l'équivalent de près de CHF 76 milliards en marchandises et services. Quel effet ces CHF 2 milliards peuvent-ils avoir dans un tel ordre de grandeur?

Par ailleurs, le paquet du Conseil fédéral présente les mêmes inconvénients qu'un paquet conjoncturel classique, à savoir: les fonds agiront-ils en effet au bon endroit et au bon moment? Les mesures arrivent souvent trop tard ou au mauvais endroit ou alors elles produisent d'autres effets qu'escompté. En un mot: on peut s'épargner cette peine. En effet, le Conseil fédéral doit décider:

- quelles entreprises d'exportation recevront des aides financières
- des mesures à prendre, ou pas, en faveur des sous-traitants

Et de manière générale

- quelles branches devront en principe être soutenues

Pour cette raison, l'UDC rejette la proposition inadéquate du Conseil fédéral.

La seule manière de protéger durablement le site industriel suisse

contre le risque de désindustrialisation et la suppression de



Les exigences de l'UDC en un coup d'œil

- *Réduction des impôts, redevances et taxes*
- *Arrêt du renchérissement des prix des transports et de l'énergie*
- *Stimulation des compétences orientées vers l'économie durant la formation*
- *Création de solutions flexibles pour des branches et entreprises (surtout: maintien d'un marché du travail flexible)*
- *Réduction de la charge bureaucratique et administrative des entreprises*
- *Renoncement aux règlements et lois inutiles*
- *Limitation des activités de contrôle de l'Etat*
- *Meilleure gestion de l'immigration*
- *L'UDC propose, comme mesure à court terme pour le tourisme, une réduction de 1% de la TVA, limitée dans le temps, pour l'ensemble de la branche touristique.*

places de travail est de contre-attaquer sur tous les fronts. Les conditions cadres macroéconomiques doivent être améliorées à long terme. Les éléments centraux d'une telle cure sont:

- l'application de la III^e réforme de la fiscalité des entreprises
- une déduction des impôts, taxes et émoluments
- une réduction de l'impôt sur le bénéfice des entreprises
- la suppression du droit de timbre d'émission
- l'arrêt immédiat du renchérissement des prix des transports et de l'énergie

De plus, les compétences axées sur l'économie doivent être davantage promues dans la formation et il y a lieu d'élaborer des mesures permettant de préserver la flexibilité du marché du travail.

La suppression des charges administratives et bureaucratiques ainsi qu'une dérégulation générale doivent être entreprises rapidement. Enfin, il est également nécessaire de garantir un accroissement de l'efficacité dans le domaine des douanes, une politique étrangère économique plus intensive et une meilleure imposition de l'immigration.

L'UDC a présenté ses propositions sur la manière dont devrait se présenter un tel programme de revitalisation au profit de l'économie et des citoyens et citoyennes suisses le 23 août 2011 dans le cadre d'une conférence de presse et déposera des interventions en ce sens tant dans les commissions concernées que dans les deux Chambres, au cours de la prochaine session d'automne.

Les mesures du programme de revitalisation de l'UDC sont convaincantes. Il ne s'agit pas d'une politique du sparadrap; au contraire, elles s'attaquent à la racine du mal.

«Programme de revitalisation pour l'économie et les citoyens»
Un résumé vous attend sur
www.svp.ch



12 Récolte de signatures

Stopper l'immigration de masse – grâce à la nouvelle initiative UDC

Depuis quelques années, nous assistons à une immigration de masse dans notre pays. L'immigration en provenance de l'UE est devenue particulièrement incontrôlable en Suisse. Une situation encore aggravée notamment par l'ouverture des frontières à la suite de l'accord de Schengen et l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE, le trop facile regroupement familial accordé aux Etats tiers, la politique du laisser-faire en rapport avec les clandestins (sans-papiers), mais aussi le constant report des problèmes affectant le domaine de l'asile. Avec le lancement de notre initiative populaire contre l'immigration de masse, nous voulons stopper cette immigration non contrôlée et permettre à nouveau au peuple suisse de décider lui-même qui peut venir dans notre pays.

La Suisse a toujours accueilli généreusement, mais de manière contrôlée des travailleuses et travailleurs étrangers en leur offrant des perspectives professionnelles et personnelles. Ces dernières années, cependant, la Suisse a perdu le contrôle de l'immigration. De plus en plus d'étrangères et d'étrangers affluent dans notre pays qui ne dispose plus des instruments lui permettant de gérer et de limiter efficacement l'immigration. Ce développement s'explique principalement par l'afflux incontrôlé en provenance de l'UE, par les frontières ouvertes et par le constant report des problèmes dans le secteur de l'asile.

Les conséquences négatives de cette immigration sans borne sont toujours plus manifestes. Il est donc grand temps

que la Suisse retrouve les moyens de gérer l'immigration et de limiter l'afflux d'immigrants. Durant les cinq ans écoulés le nombre officiel d'immigrants en Suisse a dépassé de 380 000 celui des émigrants. Ce chiffre correspond à la population de la ville de Zurich. En soixante ans seulement, la proportion d'étrangers vivant en

Suisse a presque quadruplé – et cela bien que la Suisse n'ait jamais naturalisé autant d'étrangers.

Voici quelques conséquences de cette immigration incontrôlée: routes et trains bondés, explosion des loyers et

des prix des terrains. Les immigrants de l'UE évincent du marché du travail les ressortissants d'autres pays qui ne rentrent pas chez eux, mais tombent à la charge des institutions sociales. Les salaires sont sous pression. La criminalité étrangère et les abus dans le droit d'asile augmentent.

La situation déjà précaire des institutions sociales suisses s'est encore aggravée avec la libre circulation des personnes. La forte immigration en provenance de l'UE dans le marché du travail concurrence les Suisses et les étrangers domiciliés en Suisse qui sont souvent poussés vers le chômage. De surcroît, nombre d'immigrants venus grâce à la libre circulation des personnes tombent eux aussi à la charge des institutions sociales suisses après avoir perdu leur emploi. L'accord

de libre circulation des personnes ouvre à l'Europe les portes de notre généreux système social et nous n'avons plus les moyens de contrôler ce développement. Il est donc urgent de ne... plus «moyenner»! Engagez-vous à nos côtés pour signer et faire signer l'initiative populaire UDC et reprendre ainsi les choses en mains nous-mêmes!



La proportion d'étrangers vivant en Suisse a explosé entre 1950 et 2010 pour passer de 5,9 à 22%. L'Office fédéral de la statistique prévoit une nouvelle augmentation massive en raison de l'immigration. Selon les différents scénarios, 10 millions de personnes pourraient alors vivre en Suisse.



L'UDC du canton de Fribourg récolte les signatures pour limiter l'immigration de masse

L'UDC du canton de Fribourg a mis en place l'organisation habituelle pour la récolte des signatures concernant l'initiative « contre l'immigration de masse ». Peu d'explications suffisent pour convaincre les citoyennes et les citoyens de signer cette initiative, ce qui signifie que nous répondons aux inquiétudes, voire aux attentes de la population. Il est important pour notre parti en vue des élections fédérales du 23 octobre 2011 de valoriser sa politique sur le terrain et cette initiative est une réelle chance pour l'UDC et ses candidats.

Gilberte Demont, présidente cantonale UDC-FR

Dans la Riviera vaudoise, l'UDC écoute ses électeurs et propose de signer l'initiative qui veut stopper l'immigration massive

A La Tour-de-Peilz, l'UDC s'affiche comme étant le parti le plus proche de la population. C'est le fruit de plusieurs années de présence régulière à l'écoute des citoyens, à travers la tenue de stands d'information. Stratégie payante : en plus d'avoir doublé le nombre de nos conseillers communaux, nous avons indéniablement pu améliorer notre image de marque, fait prometteur pour l'avenir. L'initiative proposant de lutter contre l'immigration massive rencontre un franc succès auprès des électrices et électeurs qui dénoncent le laxisme de nos autorités devant l'arrivée de personnes sans autorisation légale de séjour dans notre pays.

Yohan Ziehli, candidat jeune UDC au Conseil national

A Lausanne, l'UDC est présente au marché très régulièrement et récolte de nombreuses signatures pour l'initiative contre l'immigration massive

Les Lausannois viennent en nombre au marché, à la Palud, le samedi matin. De nombreuses personnes viennent signer l'initiative contre l'immigration de masse. Ils la signent car ils sont contre l'immigration massive, et non pas contre les étrangers. Il y a trop d'étrangers non intégrés et cela provoque de la peur et donne un sentiment d'insécurité. Les gens désirent avoir la paix et la tranquillité. Ils veulent que la Suisse redevienne ce qu'elle était auparavant, indépendante et souveraine. L'absence de contrôles aux frontières et le laxisme des autorités à ce sujet, sont d'autres motifs pour lesquels plusieurs personnes signent l'initiative. De plus, certains se sentent agressés par les nombreux mendiants et dealers. Ainsi, ils en ont assez de cette immigration massive et non contrôlée. La présence de l'UDC au marché de Lausanne est essentielle afin d'afficher une présence de l'UDC en Romandie et d'être visible sur la place publique, comme tous les autres partis.

Vida Jordan, membre UDC Lausanne



Récoltez maintenant des signatures – commandez les feuilles de signatures gratuitement au 031 300 58 58 ou à gs@svp.ch

Visitez également notre site Internet www.immigration-massive.ch



Hotline électorale gratuite



Avez-vous des questions concernant les élections?

Hotline gratuite au 0800 002 444

Nous offrons des informations pertinentes!

A partir du 12 septembre et jusqu'au 23 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections fédérales 2011. Nous vous répondons du lundi au vendredi de 07h00 à 21h00 et samedi de 07h00 à 17h00.

Contactez-nous via skype!

Nom skype: udc_suisse

Ma maison – notre Suisse

www.udc.ch



Pour une Suisse forte

Impressum

Tirage:	10 000 exemplaires
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung
Périodicité:	mensuelle
Collaborateurs:	Michèle Berger, Kevin Grangier
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non-membres
Adresse:	Franc-parler, case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch

maintenant: S'unir pour la Suisse

Samedi 10 septembre 2011, Place fédérale, Berne

Vous êtes toutes et tous invités à vous engager pour la Suisse, pour la sécurité et la liberté de notre démocratie directe. Venez seul ou en famille. Des discours politiques, beaucoup de folklore et une fête sympathique vous attendent.

Cette fête se tiendra le 10 septembre - 6 semaines avant les élections - parce que le directeur de la sécurité de la ville de Berne nous a garanti une réunion sécurisée.

Déroulement de la journée:

Dès 13h00 Réunion sur la Place fédérale

14h30 Début de la partie politique avec le conseiller fédéral **Ueli Maurer** et l'ancien conseiller fédéral **Christoph Blocher**

15h40 Suite et fin conviviales de la fête avec musique, collations et boissons

Les Suisses votent UDC

UDC Suisse, www.udc.ch, info@udc.ch, tél. 031 300 58 58, CCP: 30-8828-5



Arrivée individuelle:

Vous pouvez faire à pied les 500 mètres qui séparent la gare de la Place fédérale (voir la carte pour l'itinéraire recommandé).

En voiture privée:

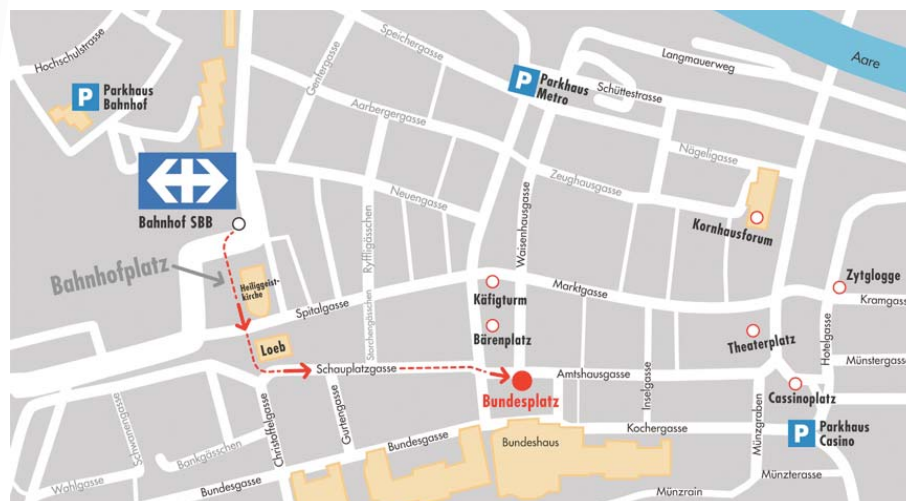
Vous ne disposez que des parkings payants au centre de Berne ou de l'installation Park + Ride à l'entrée de Berne. Nous recommandons tout particulièrement le Park + Ride Neufeld d'où part toutes les 8 minutes environ le bus no 11 qui vous conduit à la gare de Berne en 7 minutes.



Arrivée par groupes en car:

Moyennant une autorisation (à commander chez info@svp.ch ou au 031 300 58 58), les cars peuvent parquer à proximité immédiate de la Place fédérale où les passagers peuvent descendre et remonter après la manifestation.

La police ou les responsables du parcage donnent les instructions nécessaires aux chauffeurs.



Pour un déplacement en autocar, annoncez-vous auprès de votre section cantonale

LE TUBE DE L'ÉTÉ: ÉCONOMISEZ FR. 4'200.-



PRIX TORRIDE: FR. 33'650.-

Legacy 2.0i AWD Swiss Special, 5 portes, boîte manuelle 6 vitesses, 150 ch. Egalement disponible avec boîte automatique 6 rapports Lineartronic™ CVT (Fr. 36'150.-) ou avec moteur SUBARU BOXER DIESEL et boîte manuelle 6 vitesses (Fr. 37'150.-). Dans la limite des stocks disponibles.

Équipement supplémentaire Swiss Special:

- siège du conducteur réglable électriquement
- appui lombaire électrique côté conducteur
- volant gainé cuir (man.)
- pommeau du levier de vitesses en cuir
- sièges avant chauffants
- dégivrage des essuie-glaces
- jantes 16" en alliage léger
- sortie d'échappement chromée
- tapis de sol à l'avant et à l'arrière
- logo Swiss Special des deux côtés
- tapis de coffre
- un jeu de roues d'hiver (jantes 16" en alliage léger)

Valeur ajoutée: Fr. 4'200.-



www.subaru.ch SUBARU Suisse SA, Emil-Frey-Strasse, 5745 Safenwil, tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200. www.multilease.ch
Prix nets recommandés sans engagement, TVA de 8% comprise. Rendement énergétique des modèles Swiss Special: catégorie B à E, CO₂ 161 à 199 g/km, 6,1 à 8,6 l/100 km. Moyenne de toutes les voitures neuves proposées: 188 g/km.

SUBARU. SWITZERLAND'S 4x4